

SITUATION SÉCURITAIRE

Al-Qaïda au Maghreb n'a pas menacé les Chinois

Une fébrilité rarement observée s'est emparée des médias au niveau mondial quant à une prétendue menace proférée par Al-Qaïda au Maghreb contre les ressortissants chinois vivant et travaillant en Algérie pour venger les Ouïgour réprimés dans des émeutes depuis le début du mois en cours dans l'est de la Chine.

La légèreté avec laquelle Stirling Assynt, présenté comme un cabinet privé d'analyse de risques, basé à Londres, a fait dans des radotages sur des forums douteux attribués à la «nébuleuse d'Al-Qaïda» est déconcertante.

Le rapport de ce bureau sur cette «menace» aurait été reçu par des journaux locaux, notamment le quotidien *South China Morning Post* à Hong Kong et le *Daily China*, mais n'a pas été rendu public.

Mais l'un de ses responsables, Justin Crump, responsable de la lutte contre le terrorisme et de

la sécurité nationale pour ce «cabinet», a été catégorique dans une déclaration faite à *Daily China* mardi dernier, en affirmant que «l'information que nous rapportons est des plus fiables», tout en précisant que l'organisation d'Oussama Ben Laden n'a pas menacé de mener des actions contre la Chine et les citoyens chinois.

C'est la branche nord-africaine d'Al-Qaïda qui a lancé cette menace, a-t-il souligné. Autrement dit, les intérêts de la Chine ne courent absolument aucun risque partout dans le monde où Al-Qaïda a une présence, sauf en Algérie. Surtout que ce même

cabinet Stirling Assynt insiste sur le fait que «cette menace doit être prise au sérieux», rappelant l'embuscade de Bordj-Bou-Arréridj du mois dernier qui a visé «les forces de sécurité algériennes chargées de protéger les ingénieurs chinois», mais sans pour autant s'étonner ni s'interroger sur le fait qu'il n'y a pas eu de victimes parmi eux.

En fait de menaces des terroristes algériens contre les ressortissants chinois installés en Algérie, il n'en est rien.

Il s'agit tout au plus de bavardages dans des forums islamistes qui ne sont pas parmi les plus en vue au sein de la sphère d'Al-Qaïda.

Dans toute cette galaxie, il n'y a qu'un seul forum résolument qaïdiste qui, depuis une semaine, est en train de faire de la propagande pour le

«Turkistan oriental» (le Xinjiang pour la Chine) et pour un groupe islamiste armé local qui s'est donné pour nom «Parti islamique du Turkistan», lequel prône le «djihad armé» pour libérer la région de la «colonisation chinoise».

Visiblement, ce parti a toutes les peines du monde à trouver un écho à son credo, y compris auprès d'Al-Qaïda, pour la simple raison que celle-ci, jusqu'à présent, a fixé toute une échelle de priorités qui cible en premier lieu les Etats membres de la coalition (49 pays) en Irak et en Afghanistan (37 pays), dont la Chine ne fait pas partie.

Il est bien évident que rien, ni personne, ne peut garantir que cette situation va rester irréversible.

Mais ce qui est certain pour le moment, c'est que Al-Qaïda au Maghreb n'a émis aucune menace

directe ou indirecte visant expressément les ressortissants chinois en Algérie.

Et ce qui est encore plus certain, c'est qu'elle ne peut pas le faire sans le feu vert de l'organisation mère. Et de toute évidence, quand bien même celle-ci serait tentée par un coup de semonce par rapport à la situation dans le Xinjiang, ce ne sera très probablement pas AQMI qui sera actionnée mais très certainement une des «filiales» dans le Sud-Est asiatique où la présence chinoise est autrement plus importante, tout autant que ses intérêts.

Maintenant que l'alerte, bien que fausse, a été lancée et surtout surmédiatisée, et que l'on a mis la puce à l'oreille des terroristes d'Al-Qaïda au Maghreb, tout est à craindre de la part d'un de ses groupes incontrôlés. Surtout que les tra-

vailleurs chinois sont éparpillés dans plusieurs régions du pays, dont certaines devraient voir les forces de sécurité qui y sont affectées recevoir des renforts, notamment dans les «zones» dites «chaudes». Et de toute évidence, les autorités chinoises se sont apparemment un peu trop vite précipitées en «prenant au sérieux» la fausse alerte de Stirling Assynt et ses conséquences sur leurs compatriotes installés en Algérie. Dès lors, il devient impératif pour tout Algérien de tout faire pour contribuer à la protection des travailleurs chinois vivant dans notre pays, au même titre qu'il le fait pour lui-même, aujourd'hui qu'ils sont montrés du doigt pour constituer une cible prioritaire du terrorisme. Alors que, hier encore, ils ne l'étaient pas.

Mohamed Issami

L'OBJECTIF DE LA SÛRETÉ NATIONALE EST ATTEINT À 80 %

Encore une année pour disposer de 200 000 policiers

L'effectif global de la Sûreté nationale devrait atteindre 200 000 policiers d'ici à 2010. L'objectif fixé en 1999 est, aujourd'hui, atteint à près de 80 %, l'effectif actuel étant de près de 160 000 éléments. Hier, à l'Ecole supérieure de police de Châteauneuf, ils étaient près de 200 élèves officiers de police à recevoir leurs diplômes de fin d'études.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - L'effectif global de la Sûreté nationale, tous grades confondus, était de 125 243 policiers à la fin janvier 2008, dont 5 905 femmes, avec en sus 12 669 agents assimilés.

On a appris qu'entre 2008 et 2009, près de 25 000 stagiaires ont reçu des formations à travers les différents établissements de formation de la Sûreté nationale et qu'ils devraient rejoindre les rangs de cette institution avant la fin 2009.

«Ce renforcement de l'encadrement s'inscrit dans le cadre du programme 2006-2010», nous a indiqué, ce jeudi, une de nos sources, en marge de la cérémonie de sortie d'une promotion d'officiers de police. En ce début de

semaine, une autre cérémonie, tout aussi importante que celle de l'Ecole supérieure de police de Châteauneuf, sera organisée à l'Ecole de police de Soumaâ, à Blida.

Selon le directeur général de la Sûreté nationale, la police algérienne sera renforcée par le recrutement, chaque année, de 15 000 policiers. D'ailleurs, il n'a eu de cesse de répéter, ces trois dernières années, que d'ici peu de temps, l'Algérie aura un dispositif policier conforme aux standards internationaux.

Avec, à l'heure actuelle, près de 150 000 éléments, soit une moyenne d'un policier pour 430 citoyens, l'effectif de la Sûreté nationale est de très loin inférieur au taux de couverture sécuritaire dont disposent



Chaque année, 15 000 policiers seront recrutés.

les pays voisins. Ali Tounsi a affirmé que la DGSN «recrute la fine fleur de la jeunesse algérienne», qui bénéficiera d'une formation de très haut niveau dans les différentes écoles de cette institution.

Ces dernières assurement, cette année, la formation de 15 000 éléments dans différentes spécialités. Il a été constaté, dans ce sens, l'enrôlement de plusieurs dizaines de diplômés universitaires dans le

corps des agents de l'ordre public (AOP). Un corps, faut-il le préciser, qui recrute en principe des candidats ayant le niveau de la 3^e année secondaire, mais qui attire, toutefois, les licenciés au chômage.

Il est à rappeler que la DGSN a entrepris, ces dernières années, une démarche d'intégration de l'élément féminin, ce qui vise à répondre aux nouvelles exigences du terrain.

Avec 5 000 policières, tous grades confondus, la même source a fait savoir que les femmes représentent actuellement près de 5 % de l'effectif global de la police.

Sur un autre chapitre, le patron de la DGSN a évité de commenter la question relative au statut de la police, dont le document, dit-on, est en voie de finalisation. Ainsi, tout en se gardant de divulguer le moindre détail sur son contenu, il s'est contenté de dire que le prochain statut permettra d'améliorer la formation et le cadre de travail des éléments de la police.

Un texte qui est le fruit de la politique gouvernementale et qui vise à accorder des statuts à l'ensemble des fonctions ainsi qu'à revaloriser les salaires de tous les fonctionnaires.

A. B.

Photo : Samir Sid